

8 273 emplois en plus dans la fonction publique d'État en 2024

Bastien Scordia

8 273 équivalents temps plein (ETP) en plus : c'est le solde global d'emplois prévu l'année prochaine dans la fonction publique d'État. Des effectifs détaillés dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, présenté en Conseil des ministres ce mercredi 27 septembre. Le schéma d'emploi prévu par le gouvernement se décompose en 6 695 ETP supplémentaires dans les ministères et 1 578 ETP chez les opérateurs de l'État.

Pour rappel, l'exécutif table sur une hausse de 10 790 ETP dans la fonction publique d'État en 2023 (8 960 dans les ministères et 1 830 chez les opérateurs de l'État). Le gouvernement n'abandonne pas pour autant son objectif d'une stabilité des effectifs de la fonction publique d'État sur la durée du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron.

“L'augmentation des effectifs, c'est la traduction de nos engagements de réarmement de nos services publics”, a affirmé le ministre délégué chargé des Comptes publics, Thomas Cazenave, lors de la présentation du projet de loi. Mais, a-t-il ajouté, “on ne renonce pas, sur le quinquennat, à faire naturellement des économies, y compris des économies en termes d'ETP, mais elles résulteront de réformes structurelles”. Le ministre a aussi annoncé que le gouvernement comptait renforcer le dispositif des “revues de dépenses” pour *“trouver, à partir de 2025, 12 milliards d'euros d'économies”.*

Plus de moyens humains pour les Armées, l'Intérieur et la Justice

La hausse des effectifs prévue en 2024 dans les ministères résulte sans surprise du renforcement des missions régaliennes et de leurs moyens humains, dans la lignée des différentes lois de programmation : 456 ETP supplémentaires sont ainsi annoncés au ministère des Armées, 2 653 à l'Intérieur et 1 925 à la Justice.

D'autres ministères vont également voir leurs effectifs croître. C'est le cas notamment du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, avec 560 ETP supplémentaires *via* notamment le recrutement de nouveaux accompagnants pour les élèves en situation de handicap (AESH).

Les ministères de l'Écologie et des Territoires et leurs opérateurs voient aussi leurs effectifs augmenter, et ce de près de 760 ETP. Ces effectifs supplémentaires, explique l'exécutif, seront affectés notamment au déploiement du programme “Villages d'avenir”, le nouveau programme d'ingénierie à destination des communes rurales, mais aussi à la mise en œuvre du projet de loi pour une industrie verte et aux différentes politiques de l'énergie, de l'eau et de la biodiversité. Une réinternalisation des moyens numériques est également prévue, à hauteur de 60 ETP.

165 emplois de plus pour le Quai d'Orsay

Autre ministère concerné par une hausse des effectifs : le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche, avec des emplois en hausse de près de 800 ETP. Cette augmentation des effectifs concerne notamment les opérateurs du ministère sous l'effet de la loi de programmation de la recherche pour 2021 à 2030.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères bénéficie aussi d'un schéma d'emploi positif de 165 ETP, comme annoncé par Emmanuel Macron en clôture des “États généraux de la diplomatie”, en mars dernier. *“Ces moyens humains supplémentaires sont destinés à renforcer la politique d'influence française, notamment en matière de communication ou de coopération culturelle”,* précise le Quai d'Orsay.

Des emplois supplémentaires, au nombre de 180, sont aussi prévus pour le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, notamment pour renforcer les effectifs chargés du contrôle sanitaire des aliments ou du *“soutien apporté à la forêt”.* À noter aussi une hausse de 300 ETP chez les opérateurs du ministère du Travail et plus précisément chez Pôle emploi *“pour mettre en œuvre la réforme France Travail”.* Le réseau France Travail devrait en effet remplacer Pôle emploi à partir du 1^{er} janvier 2024 et doit coordonner tous les acteurs du service public de l'emploi en suivant aussi bien les bénéficiaires de l'allocation chômage que ceux du RSA.

Des effectifs supplémentaires pour les services relevant de Matignon

Les services relevant de Matignon, plus connus comme “services du Premier ministre”, sont également gagnants en termes d'effectifs, avec 199 ETP supplémentaires prévus en 2024. Dans le détail, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) bénéficiera notamment de 40 créations d'emplois compte tenu des menaces pesant sur la sécurité nationale dans le contexte de la guerre en Ukraine, mais aussi dans la perspective des jeux Olympiques de Paris en 2024.

L'Opérateur des systèmes d'information interministériels classifiés (Osiic) bénéficiera également de créations d'emplois, tout comme la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) ou le Défenseur des droits. Autant de structures qui se verront chacune renforcée de 10 ETP supplémentaires.

Les moyens de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) seront quant à eux accrus de 3 emplois et ceux de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) de 2 ETP. Pour accompagner sa nouvelle feuille de route, la direction interministérielle du numérique (Dinum) verra ses effectifs augmenter de 30 ETP, tout comme la récente délégation interministérielle à

l'encadrement supérieur de l'État (Disee), dont les effectifs augmenteront de 8 ETP. Par ailleurs, pour renforcer le pilotage de la transformation écologique, 10 créations de postes sont prévues au secrétariat général à la planification écologique (SGPE), né en 2022.

Schéma d'emploi en baisse à Bercy

Seul un ministère est concerné par un schéma d'emploi négatif, celui de l'Économie et des Finances, où une baisse de 33 ETP est prévue en 2024. Certes, les moyens de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) seront renforcés *“pour mieux encadrer les pratiques des influenceurs”*, tout comme il est prévu de consacrer davantage de moyens humains au contrôle fiscal et à la lutte contre la fraude au sein de la direction générale des finances publiques (DGFIP), à hauteur de 250 créations nettes.

Le fisc devrait porter l'essentiel des efforts en matière de réduction des effectifs au cours des prochaines années. Quelque 3 000 suppressions de postes y sont en effet prévues d'ici 2027, dont 450 en 2024. Des objectifs inscrits dans le contrat d'objectifs et de moyens (COM) de la DGFIP, publié avant l'été.